Extrait du Investig'Action

<http://www.michelcollon.info/Areva-en-Afrique-ou-la-loi-de-la.html>

Areva en Afrique ou la loi de la jungle

- Français - Analyses et témoignages - Afrique -

Date de mise en ligne : jeudi 24 janvier 2013

Auteur(s) : Eva Lacoste

Présent dans une centaine de pays, Areva dispose de la maîtrise de l'ensemble de la chaîne du nucléaire : exploitation de l'uranium, enrichissement et retraitement, ingénierie, fabrication de réacteurs et de systèmes de contrôle, maintenance.

[<http://survie.org/local/cache-gd2/ef11b2596bd9d13c3237ae58b4027647.png>]

Ce « fleuron de l'industrie française » naissait le 3 septembre 2001, de la fusion de deux acteurs majeurs du secteur de l'énergie nucléaire : la Cogema (Compagnie générale des matières nucléaires) à laquelle le Commissariat à l'énergie atomique transférait en 1976 ses activités d'exploitation minière et d'enrichissement de l'uranium ; le second, Framatome, spécialisé depuis 1958 dans la fabrication de chaudières pour centrales nucléaires. Tout est en place pour la poursuite de l'exploitation de l'uranium, avec le soutien de l'Etat français et l'appui des réseaux de la FrancAfrique aux méthodes bien huilées.

Mais l'histoire d'Areva ne commence pas en 2001, et se présente bien davantage comme le prolongement du développement du nucléaire en France et de l'institution chargée de le promouvoir : le Commissariat à l'énergie atomique, impulsé en 1945 par Charles De Gaulle, dans le but de susciter la recherche et d'obtenir la maîtrise de l'arme nucléaire. Les matières premières, l'uranium en particulier, deviennent une priorité pour la France qui se tourne vers l'Afrique. Mais comme on le verra par la suite, le nucléaire civil, destiné à la production d'électricité, est à l'origine d'autres dangers dont les populations des pays producteurs feront les frais.

Le premier gisement d'uranium important a été découvert à Mounana au Gabon en 1956, alors colonie française de l'Afrique équatoriale. L'exploitation démarre en 1961 et se poursuivra pendant près de quarante ans, parfois sous la menace des armes, comme ce fut le cas lors du déclenchement de l'une des premières grèves des mineurs en 1965 après un accident mortel. Au total, plus de 26 000 tonnes du précieux métal ont été extraites, non sans laisser des traces.

La population cohabite toujours avec les effets radioactifs de l'uranium, par inhalation de l'air, absorption d'eau et d'aliments, et dans de nombreux logements construits avec des remblais provenant de l'ancienne mine. Deux millions de tonnes de déchets radioactifs ont été déversés dans les cours d'eau et quatre millions dans les carrières abandonnées exploitées par la COMUF (Compagnie des mines d'uranium de Franceville), filiale gabonaise de la COGEMA, « ancêtre » d'Areva.

Ancien directeur diocésain de Caritas, l'abbé Bruno Ondo nous a apporté son témoignage : « Treize ans après la fermeture du site de Mounana, les riverains et les anciens mineurs en subissent toujours les conséquences. Les zones radioactives se trouvent à l'intérieur du champ d'activité des populations, là où les habitants viennent tremper le manioc, où elles vont pêcher, à proximité des habitations. Le prix véritable de l'uranium est celui payé par les populations. » La COMUF avait mandaté le laboratoire français Algade, une ex-filiale de la COGEMA, pour l'assister dans la surveillance radiologique à Mounana sous le contrôle du CNPPRI (Centre national de prévention et de protection contre les rayonnements ionisants). Mais il s'avère que le scénario de la COMUF, présenté depuis 2008, est en retrait de la réalité, ne prend pas en compte toutes les expositions et ne se présente pas en adéquation avec celui du CNPPRI. « Le manque d'informations concernant la situation radiologique est inacceptable », poursuit Bruno Ondo. « Depuis dix ans, cette surveillance est menée par la COMUF et le CNPPRI, mais ni les autorités locales ni les populations, premières concernées, n'ont vu le résultat de ce suivi. Ce qui fait lever des soupçons légitimes sur des déclarations qui se veulent rassurantes. » Où l'on retrouve une tradition d'omerta et de mépris des populations qui est une constante d'Areva.

LE VERITABLE PRIX DE L'URANIUM EST CELUI PAYE PAR LES POPULATIONS

Au Niger, l'exploitation d'Arlit était lancée en 1966. Situé entre le Sahara et le Sahel, dans la région d'Agadez, capitale du peuple touareg, le site a permis d'extraire à ce jour plus de 100 000 tonnes d'uranium. En 2008, le chiffre d'affaires d'Areva était de 13,2 milliards d'euros, cinq fois le PIB du Niger. Mais pour l'ancienne colonie française, c'est une véritable catastrophe environnementale, sanitaire et sociale. Accumulation des déchets, pollution des sols, de l'air et de l'eau... Areva affirme qu'elle « met en œuvre tous les moyens disponibles pour limiter l'exposition au risque » (Areva : Nos dix engagements) et se prévaut d'un rapport de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRNS), organisme dont le manque d'indépendance à l'égard de l'exécutif français a été plusieurs fois épingle. L'accès aux soins est assuré par Areva, dont les médecins ne détectent pas, étrangement, des pathologies liées aux radiations. C'est aussi l'épuisement des nappes aquifères, puisqu'Areva pompe, en plein désert, la nappe du Tarat. Depuis 1966, 270 milliards de litres d'eau ont été utilisés à Arlit et Akokan, l'autre ville minière, et des millions de litres d'eau continuent à être utilisés quotidiennement.

Cinquième producteur d'uranium, le Niger fait partie des pays les plus pauvres du monde et l'espérance de vie y dépasse à peine 50 ans. Le bénéfice annuel d'Areva tourne autour de 770 millions de dollars, tandis que le budget du Niger est de 320 millions de dollars.

Areva représente une présence industrielle dans quarante-trois pays et un réseau commercial dans une centaine de pays. Mais dans une logique insatiable de profits, la société rachetait à prix d'or (2,5 milliards de dollars), en 2007, la société canadienne UraMin, qui lui ouvrait des nouveaux gisements en Afrique. UraMin, rebaptisée Areva Resources Southern Africa, est immatriculée à l'ombre du paradis fiscal et judiciaire des îles Vierges britanniques, classé parmi les plus opaques et les plus nocifs. Étonnant pour un groupe qui se déclare au-dessus de tout soupçon. Curieusement, le titre d'UraMin avait vu sa valeur multipliée par quatre durant les six mois ayant précédé l'offre d'Areva... D'où les soupçons qui ont coïncidé en juin 2011 son poste à Anne Lauvergeon, PDG du groupe depuis 2001. Pour la petite histoire, c'est elle qui a choisi le nom d'Areva, inspirée par l'abbaye d'Arevalo en Espagne. On peut dire qu'elle aura caché jusqu'au bout son côté mystique. Les promesses de l'achat d'UraMin sont pour l'instant au point mort. Fin 2011, arguant des difficultés du marché après l'accident de Fukushima, Areva décidait le gel de ses projets miniers en Centrafrique, en Namibie et même à Imouraren au Niger, particulièrement prometteur, provoquant la colère des chefs d'Etat... pour renforcer ses positions au Kazakhstan, en Jordanie, au Maroc ou en Mongolie.

En 2007, Nicolas Sarkozy se rendait à Tripoli, officiellement pour « resserrer les liens entre les deux pays ». Outre des accords militaires tenus secrets, la France promettait à Kadhafi la fourniture par Areva d'un réacteur nucléaire, officiellement pour dessaler l'eau de mer. Mais comme le déclarait Jacques Attali (« Economie et apocalypse, trafic et prolifération nucléaire », Fayard, 1995) : « Il n'y a pas de distinction valable possible entre les matières nucléaires militaires et civiles (...) Le caractère dual de presque toutes les technologies permet de vendre des savoir-faire ou des technologies en feignant de croire aux intentions pacifiques du client. » La vente de centrales se poursuit...

« Le nombre d'Etats nucléaires pourrait être d'une vingtaine dans trente ans », annonçait un rapport de la Délégation aux affaires stratégiques remis le 20 avril 2011 au ministère de la Défense. La multiplication des risques nucléaires, comme la déstabilisation et l'enfoncement dans la dette des pays africains, devraient rassembler largement face à la stratégie d'Areva, entreprise constituée à plus de 80% de capitaux publics.

L'INDEPENDANCE ENERGETIQUE, A QUEL PRIX ?

Au moment où était commémoré en 2011, à grands renforts de discours humanistes, le cinquantenaire des indépendances africaines, perdurait un système hérité de la domination coloniale : soutien militaire, diplomatique et financier apporté aux dictatures et régimes autoritaires qui, en retour, favorisent un accès privilégié aux ressources naturelles. Le tout assaisonné de violence, affairisme et corruption.

Le groupe Areva symbolise à lui seul le poids des réseaux de la Françafrique qui ont toujours su saborder les dynamiques démocratiques africaines. Ses mines nigériennes représentent toujours un tiers de sa production d'uranium, tandis que le pays est enfoncé dans la dette. Une lampe sur trois est éclairée en France grâce à l'uranium

nigérien, mais la plupart des Nigériens n'ont pas l'électricité. Elle n'est pas produite localement, mais importée du Nigéria pour une minorité.

Le mythe de l'indépendance énergétique française a un prix. Et ce prix est celui payé par les populations, spoliées de leurs terres, atteintes dans leur santé, leur environnement, leur espoir dans un devenir meilleur. L'eau elle-même, indispensable à la vie, est polluée, et la surexploitation de la nappe phréatique a contribué à la désertification de la zone d'Arlit au Niger en pays touareg.

L'enlèvement de cinq Français fin 2010, sur le site même, n'est sans doute pas étranger à la frustration des populations locales et au partage des bénéfices liés à l'exploitation de l'uranium. Force est de constater que le débat de fond est évité et Areva pas égratignée le moins du monde. Contrats dont certaines clauses sont tenues secrètes, négation des risques sur le long terme, une constante des industries extractives... qui évoque irrésistiblement l'exploitation des gaz et huiles de schistes qu'on entend nous imposer. Le marché n'a pas de frontières, il serait bon de nous en souvenir.- Golias

Les mines d'uranium tuent Pour chaque tonne de minerai d'uranium utilisable, il faut jusqu'à 2000 tonnes de déblai radioactif rejeté dans l'environnement. Le radon, gaz radioactif libéré lors de l'extraction, touche la santé des mineurs et des habitants autour des sites.

En Allemagne, l'exploitation des mines de la Wismut constitue un exemple typique. En raison de la forte contamination radioactive, on a enregistré des taux de cancers particulièrement élevés. Pas moins de 7000 cas de cancer du poumon ont été attestés et on estime à plus de 20 000 les victimes reconnues de l'extraction de l'uranium.

En Afrique, il est difficile d'établir des estimations en raison du manque de statistiques et du climat d'omerta entretenu. Mais les conséquences sanitaires sont catastrophiques. Alors qu'Areva prétend avoir mené des opérations de décontamination sur le site d'Arlit au Niger, des échantillons, prélevés et analysés par la Commission de recherche indépendante sur la radioactivité (Criirad) ont révélé des chiffres deux mille fois supérieurs à la normale. Sans cesse repoussée depuis 2009, la gigantesque mine à ciel ouvert d'Imouraren reproduirait les mêmes conditions d'exploitation qu'à Arlit, mais en pire, compte tenu de son étendue. Areva montre des velléités de retour au Gabon où les conséquences de l'exploitation des mines de Manouna ont laissé des traces dont souffre encore aujourd'hui la population.

En Centrafrique, le projet d'exploitation de la mine de Bakouma, censé être relancé après l'achat d'UraMin en 2007, est gelé. Tout comme celui de Namibie, qui avait déjà alimenté la France en aluminium lorsque le pays était colonisé par l'Afrique du Sud au temps de l'apartheid... en parfaite contradiction avec les résolutions de l'ONU et la condamnation de la Cour internationale de justice, des transactions commerciales qui impliqueraient une reconnaissance de cette occupation. Le cynisme et le contournement des lois et règles de sécurité ne sont pas franchement une nouveauté.

Sur le site de Trekkopje en Namibie, la teneur en uranium est très faible et ce sont des centaines de millions de roches qu'il faudrait traiter chimiquement, et plus la concentration en minerai est faible plus la pollution est importante. Si l'exploitation de l'une des plus grandes mines à ciel ouvert se concrétisait, ce serait l'annonce d'un nouveau désastre sanitaire et environnemental.

Source : <http://www.pambazuka.org>

** Eva Lacoste a publié cet article dans l'édition n°236 de Golias hebdo, du 10 au 16 mai 2012